

Davantage de chemtrails en perspective ?



[Source : Ciel Voilé]

Les États-Unis et la Commission Européenne appellent à un « cadre international » pour faire progresser la recherche en géo-ingénierie

Par Derrick Broze (le 7 juillet)

Les déclarations prononcées la semaine dernière par le gouvernement américain et l'Union européenne représentent un pas de plus vers un organe directeur unique et centralisé gérant les nations individuelles.

Tard vendredi, la Maison-Blanche a publié un rapport soulignant l'ouverture de l'administration Biden à l'étude de la géo-ingénierie dans le cadre d'un effort visant à réduire la quantité de lumière solaire atteignant la planète. La géo-ingénierie est une science controversée de la manipulation du climat dans le but déclaré de lutter contre le changement climatique d'origine humaine. Il existe plusieurs types de géo-ingénierie, y compris la gestion du rayonnement solaire (GRS) ou la géo-ingénierie solaire. L'injection d'aérosols stratosphériques (ou IAS) est une pratique spécifique de géo-ingénierie solaire qui consiste à pulvériser des aérosols dans le ciel pour tenter de dévier les rayons du Soleil [ce qui crée des chemtrails]. Le Bureau de la politique scientifique et technologique de la Maison-Blanche élabore actuellement un plan de recherche quinquennal sur la géo-ingénierie solaire.

Le document de la Maison-Blanche se concentre sur les « approches atmosphériques » de GRS, en particulier l'IAS et l'éclaircissement des nuages marins (ENM). Le rapport s'est concentré sur ces approches spécifiques de géo-ingénierie en raison de leur « plus grande faisabilité à court terme » et des « plus grands défis de gouvernance des approches atmosphériques » liés aux « impacts transfrontaliers importants ». En d'autres termes, parce que ces méthodes impliquent la pulvérisation de particules à partir d'avions dans le ciel, elles auront un impact sur les gens, quel que soit l'endroit où les lignes sur la carte sont tracées.

La Maison-Blanche de Biden note que si les agences scientifiques américaines commençaient à soutenir un « programme à grande échelle » de GRS, elles « pourraient envisager de s'engager dans une coopération internationale

appropriée ». Cette coopération internationale, selon la Maison-Blanche, pourrait promouvoir les connaissances, les besoins et les résultats de la recherche, les économies de ressources, les meilleures pratiques et réduire le risque d'expérimentation et/ou de déploiement irresponsables.

La Maison-Blanche note également que tout « programme de recherche fédéral multi-agences à grande échelle » sur la GRS serait coordonné par le Programme américain de recherche sur le changement mondial, qui se concentre sur « *la compréhension des forces qui façonnent l'environnement mondial, à la fois humaines et naturelles, et leurs impacts sur la société* ».

L'administration Biden reconnaît également que les gouvernements ou les acteurs non étatiques pourraient « agir indépendamment pour développer et déployer des technologies de GRS ». Le rapport appelle à « identifier des cadres internationaux optimaux pour la coopération, la surveillance, la dissuasion et la réponse ». Plus que probablement, un tel cadre viendrait des Nations Unies.

Dans l'ensemble, l'administrateur Biden appelle à d'autres recherches sur les implications scientifiques et sociétales de la GRS afin de mieux éclairer les décisions à venir. Cependant, la Maison-Blanche a également déclaré « *qu'il n'y a pas de plans en cours pour établir un programme de recherche complet axé sur la modification du rayonnement solaire* ».

Le propre rapport de la Maison-Blanche a été inspiré par le rapport 2021 des National Academies of Sciences, Engineering, and Medicine (NASEM), *Reflecting Sunlight : Recommendations for Solar Geoengineering Research and Research Governance*.

Ce rapport concluait ce qui suit :

« Le Comité est d'avis que, sous réserve d'une gouvernance et d'une surveillance appropriées, l'expérimentation en plein air pourrait être poursuivie de manière équilibrée », ce qui serait illicite « des observations critiques » mais serait « suffisamment petite pour limiter les impacts ».

Les auteurs du rapport NASEM affirment que de telles expériences « à petite échelle » produiraient des impacts réels à une échelle plus petite que d'autres « activités humaines délibérées librement entreprises par la société ». Les auteurs sont également conscients que l'avancement trop rapide des programmes de géo-ingénierie extérieure pourrait « induire des objections du public et des retards ou des restrictions subséquents ».

Pendant ce temps, le rapport de la Maison-Blanche a admis que « *des recherches récentes ont soulevé des préoccupations quant aux changements possibles dans la coloration du ciel par l'IAS et aux impacts psychologiques qui en résultent, qui mériteraient d'être étudiés* ». Ceci est une référence

aux travaux de Ben Kravitz de la Carnegie Institution for Science qui ont montré que la libération d'aérosols sulfatés pourrait réduire de 20 % la quantité de lumière solaire qui frappe le sol et rendre le ciel plus brumeux. En fin de compte, cette brume pourrait entraîner la perte du ciel bleu.

Le rapport de la Maison-Blanche indique également qu'il est possible que la GRS soit « maintenue sur des échelles de temps de plusieurs décennies, voire de centuries ». Cela pourrait être une reconnaissance que, bien que les partisans de la géo-ingénierie la saluent comme la solution au changement climatique et au maintien de la vie, la recherche indique que la géo-ingénierie pourrait en fait avoir l'effet inverse du réchauffement de la Terre.

Selon une étude de 2013 publiée dans le *Journal of Geophysical Research : Atmospheres*, si des programmes de géo-ingénierie étaient lancés puis soudainement arrêtés, la planète pourrait voir une augmentation immédiate des *températures*, en particulier au-dessus des terres. L'étude, intitulée « *L'impact de la suspension abrupte de la gestion du rayonnement solaire* », semble indiquer qu'une fois que vous commencez la géo-ingénierie, vous ne pouvez pas suspendre les programmes sans causer le problème même que vous cherchiez à résoudre.

De plus, en février 2015, un comité international de scientifiques a publié un rapport indiquant que les techniques de géo-ingénierie ne sont pas une alternative viable à la réduction des émissions de gaz à effet de serre pour lutter contre les effets du changement climatique. Le rapport du comité a appelé à poursuivre la recherche et la compréhension de diverses techniques de géo-ingénierie, y compris les systèmes d'élimination du dioxyde de carbone et la gestion du rayonnement solaire avant la mise en œuvre.

Les scientifiques ont constaté que les techniques de géo-ingénierie solaire sont susceptibles de présenter,

« *des risques environnementaux, sociaux et politiques graves connus et inconnus possibles, y compris la possibilité d'être déployé unilatéralement.* »

L'Union européenne appelle à une gouvernance mondiale

Deux jours avant que la Maison-Blanche n'annonce son appel à davantage de recherche en géo-ingénierie, la Commission européenne a annoncé son soutien aux « efforts internationaux » pour évaluer les risques de la géo-ingénierie et son désir de promouvoir des discussions sur un « cadre international potentiel pour leur gouvernance ».

La Commission européenne a également déclaré que les tentatives de modifier le climat posaient des risques « inacceptables » et a appelé à des discussions internationales sur les dangers et la gouvernance de la géo-

ingénierie.

« Personne ne devrait mener des expériences seul avec notre planète commune ». Le chef de la politique climatique de l'Union européenne, Frans Timmermans, a déclaré lors d'une conférence de presse. « Cela devrait être discuté dans le bon forum, au plus haut niveau international. »

La Commission européenne a également publié une déclaration selon laquelle la GRS dans sa forme actuelle *« représente un niveau de risque inacceptable pour l'homme et l'environnement »*.

Joanna Haigh, professeur émérite à l'Imperial College de Londres, a déclaré à *Reuters* que les modèles de gouvernance internationale sont nécessaires pour faire face aux expériences de géo-ingénierie. *« La gouvernance de la géo-ingénierie sera extrêmement complexe, mais nécessaire pour réglementer toutes les futures technologies de géo-ingénierie qui pourraient faire baisser les températures moyennes mondiales », a-t-il ajouté.*», a déclaré Haigh.

D'une manière ou d'une autre, la conversation sur la géo-ingénierie est utilisée pour promouvoir l'idée qu'il devrait y avoir un « cadre international » ou des « modèles de gouvernance mondiale » pour faire face aux réalités de cette technologie non testée. Bien qu'il semble logique de se demander si les gouvernements devraient coopérer s'ils prennent une mesure aussi conséquente, nous devrions également nous demander si nous pouvons même faire confiance à ces gouvernements pour « jouer à Dieu » en jouant avec le climat, ou même si cela devrait se produire.

Depuis 2017, j'ai averti que la promotion de la technologie connue sous le nom de géo-ingénierie serait une passerelle vers des systèmes de gouvernance mondiale qui sont eux-mêmes un tremplin vers un organe directeur unique et centralisé gérant les nations individuelles. Les déclarations prononcées la semaine dernière par le gouvernement américain et l'Union européenne représentent un pas de plus dans cette direction.

Bien que ces débats se soient principalement concentrés sur les pensées et les opinions des chefs de gouvernement et des experts politiques, la majorité du monde est exclue de ces discussions. Il est absolument vital que les élus discutent de questions d'une telle importance, mais nous ne pouvons pas permettre aux politiciens de dominer seuls la conversation. Qu'en est-il des pays en développement, des communautés autochtones et des populations locales ? Leurs voix doivent être entendues afin d'évaluer pleinement les risques de la géo-ingénierie.

Les gouvernements du monde se soucient-ils de la volonté du peuple, ou vont-ils faire avancer leur programme indépendamment de l'opinion ou de la préoccupation du public ? Ce sont des questions importantes qui doivent être prises en compte dans tout débat sur le potentiel de l'ingénierie du climat de notre planète. D'une manière ou d'une autre, nos vies et notre avenir dépendent de l'issue de ce débat scientifique.

Pour en savoir plus sur le complexe de manipulation renseignement-militaire-météo, veuillez lire ceci.

Pour un regard beaucoup plus approfondi sur l'histoire de l'ingénierie climatique et météorologique, veuillez lire ceci.

US and European Commission Call for “International Framework” to Advance Geoengineering Research